

RAPPORT D'INTRODUCTION AU 73ème CONGRES NATIONAL

Cher(e)s Camarades,

Il y a tout juste un an, lors de notre dernier congrès à SAINT ETIENNE, nous élaborions une stratégie nouvelle pour le syndicat. La formule de ce congrès, "se rassembler pour changer l'Université", inaugurerait une démarche de l'UNEF, issue de notre expérience du mouvement contre DEVAQUET.

Une demande ouverte dont l'objectif était clair: après le mouvement de 86, être à l'initiative du rassemblement le plus massif des étudiants, pour qu'ils se défendent et que changent enfin les conditions de vie et d'études à l'Université.

En une seule année, beaucoup de choses se sont modifiées, tant du point de vue de la situation des étudiants, que de leur état d'esprit. Et, aussi, bien sûr, du point de vue de notre organisation.

Au moment où s'ouvre notre 73ème Congrès, des centaines de milliers d'étudiants font face à une rentrée catastrophique. Nous ne sommes pas les seuls à le dire, la situation s'est dégradée. Jamais, et je pèse mes mots, jamais notre droit aux études n'a été à ce point remis en cause. Jamais notre volonté d'étudier n'a été autant bafouée.

Bien sûr, cela n'est pas sans conséquence.

Les étudiants ne sont pas sans réagir, et c'est cela aussi qui caractérise nos travaux.

Dans nos universités, dans nos Cités U, les luttes, les délégations, se multiplient. Le mécontentement est fort, et la détermination à obtenir les moyens d'étudier dans de bonnes conditions prend de l'ampleur. Avec la circulation d'une pétition nationale : plusieurs dizaines de milliers d'étudiants agissent et revendiquent le doublement du budget de l'enseignement supérieur.

Mais, ce n'est qu'un début, et nous allons sans nul doute y consacrer une part de nos débats. Ce mouvement peut encore grandir et obtenir plus d'argent pour notre formation.

D'ailleurs, les récentes mesures adoptées à l'Assemblée Nationale, dans le cadre du vote du budget 89 en première lecture, nous en fournissent la preuve : 250 millions de francs supplémentaires seront attribués pour réévaluer les bourses, et 500 postes d'assistants viennent d'être débloqués sous la pression des luttes.

③ Troisièmement: Dans cette situation, quel est le rôle de notre syndicat pour être toujours plus efficace et être toujours mieux au service des étudiants de la défense des intérêts des étudiants?

Enfin, troisième modification en un an : nous avons franchi une double étape pour notre organisation.

Les premières mises en oeuvre de l'orientation de SAINT ETIENNE ont permis à notre syndicat d'être beaucoup plus efficace pour défendre les étudiants.

Plus efficace au service du développement des luttes, et directement en liaison, en cela aussi nous avons progressé dans nos forces organisées.

Bien sûr, si nous nous réjouissons de ces progrès collectivement, nous n'avons vraiment pas l'ambition d'en rester là.

Franchir une étape nouvelle pour le rassemblement des étudiants, voilà à quoi doit nous servir le 73ème Congrès de l'UNEF.

Cher(e)s Camarades, il m'apparaît pour cela que nous devons progresser sur quatre grandes questions.

Elles ont été au coeur de nos congrès d'A.G.E. et d'Associations, elles conditionnent de nouvelles avancées pour l'UNEF, et pour le mouvement étudiant.

Même si ce n'est pas très orthodoxe, il me semble essentiel de ne pas revenir sur tout, et de n'aborder dans ce rapport introductif que ces quatre grandes questions qui constituent le fil rouge de nos discussions.

Brièvement, voici donc ces quatre questions.

**Premièrement**, quelles sont les raisons profondes de la vie si dure faite aux étudiants, et de la dégradation brutale en cette rentrée 88-89?

**Deuxièmement**, quels sont l'attitude et l'état d'esprit des étudiants en novembre 1988?

④

Enfin, **quatrième** et dernière question, Que faut-il changer dans notre organisation, quelles nouvelles ambitions pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés?

Ces quatre thèmes seront donc au coeur de tous nos débats, et je passe donc sans plus attendre à la première idée.

-1 **Premièrement** : Il nous faut progresser dans la compréhension, des causes de la mal-vie des étudiants.

Pourquoi?

Simplement parceque les connaître nous aide à y être plus sensibles. Les comprendre nous permet d'être plus efficaces pour les combattre.

Nous pourrions citer beaucoup de chiffres et d'études statistiques pour démontrer que ce que vivent les étudiants, ça n'est pas toujours la joie. Mais rien n'est plus fort que notre vie elle-même : l'aggravation est brutale et sans précédent. Nous avons tous des des exemples en tête, et il est sûr que chacun d'entre nous en vit beaucoup trop chaque jour.

Combien sont-ils de lycéens à s'être présentés au secrétariat de la filière de leur choix, et qu'on refusé d'inscrire par manque de place.

Comme ce lycéen qui n'a pas pu s'inscrire, et à qui on a proposé un TUC; comme cet autre lycéen qui s'aperçoit au moment de payer ses droits d'inscription, qu'il n'a pas suffisamment d'argent pour entrer à l'Université.

Une fois inscrit, la course d'obstacles n'est pas terminée : de surprises en surprises, de déception en déception, de mal vivre en difficultés à vivre, la vie des étudiants.

Là encore, c'est notre vie, ce sont nos études! C'est à l'université de Censier, où les étudiants sont obligés de demander à l'administration qu'elle cesse de chauffer les amphis, car on y crève de chaleur à y être entassés en permanence. Même les marches affichent complet, il manque peu pour que les étudiants s'installent sur le bureau du prof. L'expression "user ses fonds de culotte sur les bancs de l'école" prend aujourd'hui beaucoup plus que son sens, encore que certains n'en ont pas la possibilité.

C'est le cas des étudiants de LILLE qui, en arrivant en licence pourraient se croire "arrivés". Eh bien non, il n'en est rien : on tire au sort pour savoir ceux qui auront la chance d'avoir un prof en licence de Maths.

C'est aux redoublants à qui l'on demande de ne pas s'inscrire en T.D. : il n'y a plus de place, et de toutes façons ce n'est pas grave, vu qu'ils ont suivi ceux de l'an passé.

C'est à JUSSIEU où l'on refuse l'inscription des redoublants en licence de Bio-Chimie.

Tous ces exemples sont le lot connu de la rentrée pour tous les étudiants.

Non, nous ne faisons pas un mauvais cauchemar : c'est bien notre réalité quotidienne, c'est bien ce que vivent les étudiants. Tout le monde est touché par l'aggravation à un niveau ou à un autre.

Au delà des difficultés rencontrées à la fac, de plus en plus d'étudiants ne peuvent plus vivre normalement. Combien sont-ils ceux qui ne mangent qu'une seule fois par jour, car le Restau-U est infecte et bondé en permanence, et la chaîne à supplément, c'est trop cher... Cet acquis des oeuvres sociales serait-il devenu le Maxim's des sous-étudiants? Mais où va-t-on?

C'est aussi la question que se posent les étudiants nomades, ceux pour qui l'angoisse tient en quelques mots : "Mais où vais-je dormir ce soir?. De squatt en squatt, ils tentent de vivre, quant à leurs études dans tout cela, ils cherchent à les caser et à les faire, même dans les pires conditions.

C'est le cas à TOULOUSE où plusieurs dizaines d'étudiants étrangers se sont vus expulsés de leur Cité-U pour laisser la place à des étudiants européens qui arriveront bientôt. Verra-t-on la création de foyers d'hébergement pour étudiants sans toit, ou la soupe populaire qui jouxterait nos campus?

Quand le coût de l'inscription est si élevé, quand près d'un étudiant sur deux se salarie pour étudier, quand des dizaines de milliers ne parviennent pas à se loger en Cité-U, quand les bourses ne suffisent plus à assurer le logement, la nourriture, le transport, et je ne parle pas

d'avoir des loisirs, acheter de livres (même pour la fac) quand il devient impossible d'avoir une place pour prendre un cours même en jouant des coudes, comment s'étonner que 50% d'étudiants échouent ou abandonnent en première année, que 20% d'étudiants obtiennent le DEUG en deux ans, que dès le premier cycle, plusieurs centaines de milliers de jeunes sont en situation d'échec :

C'est la vie et l'avenir de milliers de jeunes qui est directement brisée!

Personne ne peut dire : "la sélection, elle ne passera pas par moi", plus personne aujourd'hui n'est à l'abri.

Bien sûr, ceux qui sont issus des classes les plus démunies, sont les plus durement touchés, ce qui leur interdit d'envisager la poursuite de leurs études, pour cause financière.

Mais au delà, ce sont tous les étudiants qui réduisent leur maigre train de vie.

Les étudiants vivent mal, ils n'en peuvent plus : ce n'est pas là un scénario catastrophe, à chaque fois dans leur vie et leurs études, ils sont face au mur des moyens cruellement manquants, et des sacrifices durement vécus.

Le seul fait d'organiser la rentrée des étudiants a mis plusieurs universités dans des difficultés inextricables.

LILLE 1, POITIERS, Psycho se met en grève dès les premiers cours; idem à la fac des Sciences de CAEN; A CLERMONT 2 et ROUEN, les rentrées sont différées d'un mois; A METZ, les grèves, cours sauvages sur les toits de la fac pour manifester contre le manque de locaux; à PARIS 8, deux journées d'action ont eu lieu les 19 et 20 octobre dernier; à PARIS 7, ce sont les charges de police mandées par la présidente de l'Université, qui interrompent l'occupation des locaux de la fac par les étudiants étrangers qui réclament une inscription; à RENNES 2, l'occupation de la présidence permet l'inscription de 180 étudiants en première année.

A l'inscription des bacheliers, ce sont des dizaines, dizaines de milliers d'étudiants qui sont mis en situation d'échec bien avant le début des cours.

A PARIS, où le phénomène est le plus massif, c'est l'impossibilité de s'inscrire en AES, en Culture et Communication et en MASS dès le deuxième jour des inscriptions. C'est l'impossibilité pour un étudiant de la banlieue ouest de venir à PARIS 10 dans certaines filières, faute de place.

On doit parfois accomplir une centaine de kilomètres chaque jour pour se rendre dans nos facs, alors que l'Université la plus proche est souvent à côté de chez nous!

Cette situation aberrante due au manque de moyens, de locaux, d'enseignants et de Cité-U sur PARIS, tend à faire école en province.

Les grandes concentrations universitaires comme LYON, GRENOBLE ou LILLE n'échappent plus à ces problèmes d'engorgement.

A LYON 2, des numéris clausus étaient fixés pour limiter l'inscription dans certaines filières. Au niveau des licences, cela est déjà la règle. Les étudiants des universités secondaires n'ayant pas de 2ème ou 3ème cycle, sont barrés dans leurs cursus : c'est le cas pour les étudiants de PAU, AVIGNON ou SAINT ETIENNE par exemple, ou bien de la province face à PARIS.

L'extension des problèmes d'inscription à l'ensemble de la province n'était pas nouveau.

Mais on l'a vu plus haut, la proportion a pris des ampleurs dramatiques. En grande partie, elles hypothèquent déjà sur les chances de réussite des lère années. Car, si s'inscrire c'est bien, par les temps qui courent, s'inscrire dans la filière de son choix, c'est mieux! Or, ce n'est pas donné à tout le monde.

Il faut avoir la mention AB au Bac ou se lever très tôt ou bien de la chance, quelquefois les trois à la fois!

Là encore, les exemples abondent d'étudiants voulant faire du droit et se découvrant au fil des files d'attente, une vocation de philosophe.

Quel avenir réserve-t-on à ces étudiants? Ils ne sont pas encore inscrits qu'ils ont déjà envie d'abandonner.

Et on prétend vouloir en former 2 millions d'ici l'an 2000. De qui se moque-t-on?

Non, vraiment, dans tout cela rien n'est bon. La rentrée 88 est mauvaise, mauvaise, mauvaise...

Les exemples de saccages aux examens pullulent. Des filières de 2ème année où seulement 30% des candidats -et non des inscrits- sont reçus, comme à LYON.

Des première année de DEUG où 90% des étudiants échouent, comme à JUSSIEU. Le concours en lère année de Médecine voit baisser tous les ans l'effectif des reçus, alors que les études prévoient un manque de médecins en France en 2000-2010.

Et la liste, sans être exhaustive, ne serait pas complète si je ne mentionnait pas les frais d'inscription. Aujourd'hui, ils représentent pour les plus modestes, la moitié du salaire d'août d'un étudiant.

La sécurité sociale a encore augmenté, les mutuelles sont onéreuses, quant aux droits d'inscription, dans certains endroits, ils semblent relever du surréalisme.

A AI, en Géographie, c'est 1000 francs! A Sciences-Po PARIS, c'est 2000 francs, avec une pointe à 5000 pour l'an prochain!

Qu'on ne se méprenne pas : il ne s'agit pas de particularisme, de curiosités. Toutes les facs aujourd'hui -à une ou deux exceptions près- procèdent à cet impôt illégal, à cette extorsion de fonds, à ce racket des étudiants.

Toutes, de 45 à 2000 francs, suivant leurs besoins, le rapport de force, leur choix, pratiquent cette activité. Ça aussi, c'est insupportable.

A cause de cela, de l'organisation minutieuse du pourrissement de nos facs, de nos études, de notre vie, bref, de notre avenir, un cap a été franchi cette année.

Non, ce n'est pas le hasard, nous ne sommes pas nés sous une mauvaise étoile, comme le disent certains qui compatissent à nos douleurs, nous n'aurions pas la hargne des battants de ce monde, nous disent d'autres.

Ça serait bien vite nous faire oublier ce que nous vivons, nous faire oublier qu'en 1986, un ministre du nom de DEVAQUET a essayé de légaliser ce qui constitue aujourd'hui la trame de fond de toutes les mesures prises pour l'Université.

Rappelons-nous ce projet : Plus de sélection à l'entrée et pendant nos études, fin des diplômes nationaux, main-mise du privé dans nos facs, bref de plus en plus de difficultés programmées dans notre vie et dans nos études.

Aujourd'hui, petit bout par petit bout, on nous impose plus de sélection sociale, plus d'élitisme : "Vivent les magistères" hier, "Vive les projets ERASMUS" dont on nous rebat les oreilles aujourd'hui. Non! Nous n'en voulons pas de ces structures à la merci de quelques trusts, adaptés aux choix économiques, qui pour l'instant ne vont pas dans le sens du plein emploi, ni de l'épanouissement des individus.

Loin d'être du bricolage, toutes ces mesures constituent un véritable projet pour l'Université, et qui se met en place jour après jour.

Je prendrai trois exemples :

La création des antennes délocalisées, sous prétexte de répondre à la question de l'accueil des étudiants en sur-nombre, ne fait qu'accroître les inégalités entre étudiants.

On ne nous fera pas croire qu'étudier dans des usines désaffectées, ou dans des locaux de Maisons de la Culture, c'est une solution pour être bien formés.

On ne nous fera pas croire que la coupure ainsi instituée entre le premier et le deuxième cycle n'est pas faite pour organiser une sous-formation dans des universités de seconde zone.

On ne nous fera pas croire enfin, que ce n'est pas une manière détournée pour l'Etat, de se désengager du financement de l'Enseignement Supérieur.

Exactement comme l'avait prévu le sinistre DEVAQUET, c'est plus de sélection, c'est l'abandon de la reconnaissance de nos diplômes, qu'aujourd'hui, au nom de l'Europe 92 et de la compétitivité, on veut nous imposer encore et toujours, on veut nous faire payer, on veut nous sélectionner et nous exclure toujours plus.

Encore et toujours, nous ne pouvons pas accepter de tels projets, cette Europe-là de la division et de l'exclusion.

C'est le même projet qui se dessine derrière la troisième année d'IUT. C'est la même volonté de mettre en place une sélection accrue. N'est-ce pas le début d'une barrière financière plus qu'infranchissable : Quans il faut payer 10 à 15000 francs de droit d'inscription pour accéder à la troisième année d'IUT, complètement soumise au choix des entreprises locales.

Là encore, DEVAQUET hante l'Université : n'est-ce pas lui qui voulait introduire massivement les entreprises dans le processus de décision sur le contenu de notre formation?

Qu'on nous le présente au nom de l'Europe, au nom de notre capacité nationale à répondre à ce défi mondial, au nom de la nécessaire adaptation des desiderata patronaux, il reste qu'encore et toujours, on veut nous faire subir le même projet : un système universitaire fondé sur l'élitisme et la sélection sociale pour mieux répondre aux choix économiques

Comme le dit le projet de résolution du Congrès, "le système dual est consacré".

C'est exactement ce que vivent les étudiants en médecine, qui sont toujours en lutte contre la loi BARZACH-VALADE, qui organise la médecine pour les riches et la médecine pour les pauvres, en formant de vrais médecins, et des sous-médecins.

C'est cette loi-là, qui, après six ans d'études, interdit à des étudiants de se former au niveau de la profession qu'ils ont décidé d'exercer. 6 ans pour rien! Quel gâchis énorme pour le pays! Quelles conséquences dramatiques pour la santé de la population!

Mais que voulez-vous, nous explique-t-on, c'est un passage obligé. Imaginez quand vous serez en concurrence avec les médecins allemands, britanniques... On a besoin de sélectionner pour être les meilleurs. Comme si la question aujourd'hui, était d'évincer des étudiants pour mieux former les autres, plutôt que de donner à tous la formation nécessaire pour répondre aux besoins de santé du pays.

Au mois de janvier, Mr VALADE, alors secrétaire d'Etat à l'Enseignement Supérieur, présente le rapport des 69 sages, qui reprend les orientations du rapport Lesourne.

Les étudiants sont classés en deux catégories : aptes à poursuivre des études supérieures, et inaptes.

A partir de ce postulat, on accorde les structures avec la création de Collèges Universitaires différenciés, donnant accès ou non aux deuxièmes cycles. Le système dual est officialisé, la sélection opère un retour en force un an parès le mouvement contre le projet DEVAQUET.

De ce projet, d'ailleurs, réapparaissent des thèmes centraux, comme l'autonomie concurrentielle des facs, fondée sur le principe du financement privé, la remise en cause complète de la notion de diplôme national.

De plus, on suggère une modification des critères d'attribution des bourses, établis sur les mérites, et non plus sur l'origine sociale.

En bref, tout ce que les étudiants avaient rejeté en novembre 86.

Les campagnes électorales du printemps ont relancé le débat sur l'Education Nationale, en faisant la priorité des priorités. Un nouveau gouvernement, issu d'une nouvelle majorité, s'est mis en place sur cet objectif.

Six mois après, où en est-on?

Certes, ce n'est pas en six mois que tout peut se régler. Cela dit, beaucoup d'évènements sont intervenus dans la période, et des évènements de la première importance qui ont conduit Mr JOSPIN à opérer des choix et des arbitrages.

Six mois, certes, c'est court, mais cela suffit pour voir la direction qui est prise :

**du refus d'abroger le décret VALADE sur les CROUS, à la décision de faire appliquer la loi BARZACH, du maintien du décret sur les enseignants vacataires, au refus de prendre des mesures d'urgence pour l'Université,** il est clair que les orientations suivies n'ont pas changé de cap.

De nouveau, comme il y a deux ans, c'est bien à un projet d'ensemble que les étudiants ont à faire face, un projet qui ne porte pas de nom, mais qui recouvre une réalité : une rentrée historique grave, des centaines d'étudiants sur le carreau.

S'il nous faut donner un sens à la politique universitaire du gouvernement, c'est bien qu'elle est toute entière tournée vers l'accélération de la mise en oeuvre de ces projets. Toutes les situations que j'évoquais tout à l'heure en découlent.

Que l' gouvernement ait fait ce choix, c'est de sa responsabilité. Pour ce qui nous concerne, les conséquences en sont trop graves pour que nous laissions faire.

Il n'y a pas là de procès d'intention. La politique actuelle poursuit bien celle de Mr MONORY et de VALADE.

La rentrée 88 a été expliquée par le fait que c'était la dernière rentrée du gouvernement précédent. Qu'en sera-t-il de la rentrée 89? Elle se discute en ce moment même au parlement. Le budget 89 fait état d'une augmentation de 5,6% par rapport à celui de l'an passé. Au delà des pourcentages, regardons-y de plus près.

Ces 1 millions<sup>2</sup> de francs supplémentaires, sont tout d'abord largement insuffisants. Ils ne permettent pas de régler les problèmes de fond qui nous sont posés.

Mais, par ailleurs, ils vont rejoindre en grande partie la masse des crédits réservés au développement et à l'extension des antennes délocalisées et ou des filières d'élite. L'argent, là encore, sert à l'élitisme et à la formation au rabais

En effet, les antennes délocalisées accentuent les coupures entre les cycles et les cycles supérieurs. La plus grande part des enseignements est assurée par des vacataires, ce qui a pour effet de dévaloriser encore plus ces diplômes.

Enfin, ces établissements ne correspondent plus à ce qu'on attend des universités : pas de centres de recherche, pas de campus, pas de B.U., pas de R.U.. S'ils sont plus près des lieux de vie des étudiants -ce qui n'est pas forcément le cas- ils pénalisent l'ensemble de ceux qui ont choisi d'y étudier.

Le développement des filières d'élite, qui s'inscrit bien souvent dans une orientation européenne de la fac, est un autre aspect de la politique universitaire actuelle. Là, les crédits ne font pas défaut. Mais de telles filières ne se construisent qu'au détriment de filières plus traditionnelles concernant plus d'étudiants

Ainsi, de plus en plus souvent, au nom de l'Europe, au nom du prestige de l'Université, les directions d'Universités pratiquent une sélection des filières conduisant à la sélection des étudiants. Des licences ou des DEA disparaissent ainsi chaque année, restreignant, réduisant l'activité des Universités.

En 1986, il y avait moins de licences scientifiques qu'en 1962. L'analyse financière qui pousse à cette élitisation des filières, appauvrit la recherche et la formation en France.

Ce n'est pas la bonne voie pour que notre pays relève les enjeux et défis de l'an 2000. Notre dépendance technologique, déjà bien avancée, ira s'accroissant.

Ce budget 89 qui exprime une logique en matière d'Education Nationale et de Recherche, est donc un mauvais budget malgré la prise en compte ici ou là, d'un mécontentement exprimé.

On le voit, la décision est prise de nous imposer un projet global pour l'Université, qui s'applique tous les jours, qui touche à notre formation et à nos conditions d'études et de vie.

Chaque jour, chaque injustice provoque notre colère, pas question d'accepter cette situation!

En 1986, les étudiants refusaient les fric-facs et les facs coca-cola. Aujourd'hui, plus que jamais, on ne les laissera pas passer.

Exigeons que dès à présent, le budget de l'Université soit doublé. C'est la seule manière pour refuser la sélection sociale, c'est le moyen en effet, pour que les bourses soient doublées, que les oeuvres universitaires jouent pleinement leur rôle, afin que les universités soient réellement ouvertes à tous.

La sélection sociale, c'est la gangrène de l'Université, et nous reaffirmons notre opposition la plus ferme et la plus combattive.

C'est pourquoi nous exigeons :

La construction de Cités Universitaires,

L'abrogation de la loi BARZACH, et le rétablissement de l'internat pour tous.

Nous exigeons enfin, de pouvoir vivre et étudier dans de bonnes conditions.

Notre formation, notre vie, notre quotidien, c'est le début de notre avenir, c'est ce que nous avons de plus cher : nous ne le sacrifions pas.

Pour nous défendre, nous avons un atout. Les étudiants ne sont pas simplement spectateurs de ces évolutions! Parcequ'ils en sont les victimes, ils sont enclins à la riposte et à l'action.

## L'ETAT D'ESPRIT DES ETUDIANTS

J'en viens donc à la deuxième partie de ce rapport, qui tient à l'état d'esprit avec lequel les étudiants vivent ces situations.

Nous l'avons vu, cette rentrée est marquée par une aggravation considérable des conditions d'études. Le constat que nous venons de dresser est implacable; il traduit aussi un élargissement des catégories d'étudiants qui en sont atteintes.

Dès lors, impossible de ne pas voir le mécontentement des étudiants tel qu'il s'exprime dans les cours, dans les couloirs. On parle, on râle, on exprime sa colère : à l'évidence, quelque chose a changé dans la façon dont les étudiants vivent cette rentrée. Certainement, cela vaut le coup de s'attarder sur cette question, de voir où en sont les étudiants en novembre 1988.

Tout d'abord, à en croire le rythme auquel les luttes se sont multipliées depuis deux mois, il ne fait aucun doute que depuis un an, le mécontentement a progressé.

Mais au mécontentement, il faut ajouter d'autres termes.

Premièrement la réaction face aux atteintes aux droits et à la dignité. Et regardez la façon dont s'est organisée l'action pour l'accueil des étudiants étrangers au centre international de renouvellement des cartes de séjour. Ulcérés de faire la queue toute la nuit, parfois en vain, pour avoir une chance de passer au guichet, ils ont obtenu l'ouverture de onze guichets supplémentaires.

Regardez comment les étudiants de sociologie de RENNES 2 ont réagi à l'annonce du refus de transfert de dossiers : ils sont montés à la présidence, ils ont exigé leur inscription, dénoncé les pratiques sélectives, et ils ont gagné.

Ajoutons deuxièmement le nombre.

Quand dans un amphi de 300 étudiants, ils sont plus de 250 à signer la pétition nationale, quand c'est par amphes entiers que les étudiants vont en délégation à l'administration, voilà qui traduit l'ampleur du mécontentement et l'accroissement du nombre d'étudiants prêts à agir, à s'exprimer, pourvu que ce soit efficace.

Troisièmement, la promptitude avec laquelle, dès que les problèmes se posent, les étudiants décident d'agir.

J'évoquais les délégations d'amphis, mais c'est vrai de la lutte pour la réintégration des étudiants étrangers en Cité U à TOULOUSE, c'est vrai des étudiants en LEA d'AI -en-Provence qui avaient échoué aux tests de niveau.

Pas une fac auourd'hui n'a connu de réactions qui n'aient été vraies et immédiates, face à l'aggravation.

Ajoutons enfin, la détermination. Ce sont des luttes fortes et s'étalant dans le temps qui ont marqué la rentrée : à METZ, à ROUEN, à CAEN, à POITIERS, ou à LILLE.

Plusieurs semaines, quelquefois, comme à LILLE, où les étudiants ont eu le souci, à chaque moment de leur lutte, de trouver des formes d'action variées et efficaces, le souci d'élargir le mouvement à d'autres UFR, pour gagner encore de la force.

D'une façon générale, chacun d'entre nous a pu mesurer ce qu'il y a de nouveau dans cet état d'esprit. La contestation a réellement progressé. Qui d'entre nous n'a pas été interpellé par un étudiant, dans le hall de sa fac, pour se faire raconter un problème, pour se faire prendre quelques exemplaires de la pétition. Qui n'a pas senti le climat nouveau dans lequel nos interventions sont accueillies dans les amphis. Qui ne perçoit pas le ras-le-bol qui alimente les discussions des étudiants entre eux, dans les couloirs ou au Restau-U?

Cet état d'esprit réellement nouveau, nous le ressentons tous, nous le vivons encore aujourd'hui dans la multiplication des actions locales, des délégations qui se forment, dans les comités de lutte qui se constituent, dans le fait que s'est tenue une première inter-fac dès les premiers jours de la rentrée.

Ainsi donc, dans l'échelon qui vient d'être franchi dans la dégradation des conditions d'études, les étudiants manifestent une réaction plus vive, plus déterminée, plus massive. Ils font preuve de davantage de capacités à s'organiser et prennent des responsabilités. Telles sont les caractéristiques de cet état d'esprit.

En même temps, des idées ont progressé.

D'abord, celle que la cause de toutes nos difficultés, c'est la faiblesse des moyens engagés dans nos formations. Qu'il s'agisse de la sélection, du manque de chambres en Cité, des problèmes de surcharge, des T.D. en nombre insuffisant, des photocopiés payants, c'est le manque de moyens qui est mis à l'index.

Une deuxième idée a progressé, celle que les crédits ne tomberont pas tout seuls, qu'il va falloir lutter; celle que, d'une façon générale, quand les choses vont mal, on plutôt intérêt à le dire, à s'exprimer et à nous battre.

La troisième idée qui a avancé, enfin, c'est celle qu'on peut prendre de l'argent parmi les sommes consacrées à l'armement, qu'il est donc possible de gagner sur les revendications. Cette idée ne suscite plus de débats à n'en plus finir, ni de division parmi les étudiants. Elle est devenue une idée naturelle, une question de bon sens, allant de soi.

Cet état d'esprit qui prévaut aujourd'hui, ces idées devenues largement majoritaires, nous ne les rêvons pas. Ce n'est pas se raconter des histoires que de les mettre en lumière.

Dans cette salle, nous en avons fait le constat. Vous-mêmes les avez relevées dès les premiers jours de la rentrée. Ce sont les étudiants que nous cotoyons qui en sont porteurs. Il s'agit là d'un réel mouvement de fond, qui recèle d'immenses possibilités pour le rassemblement et l'action des étudiants.

D'autant que les étudiants se rendent compte qu'ils ne sont pas seuls à être mécontents.

Le climat social est plus que chaud, le nombre de catégories dans l'action est significatif. Les enseignants sont atteints par le mécontentement ils prennent position publiquement contre la façon dont évolue l'Université, leurs conditions d'enseignement. Ils décident eux aussi, d'agir, et déclarent ne plus vouloir faire l'impossible pour assurer leurs cours. Souvent, ils conduisent les administrations à prendre des positions fermes pour que les retards en nombre de postes soient rattrapés au plus vite. D'avantage de sacrifices, ce n'est plus possible, disent-ils.

C'est l'ensemble du mouvement social d'une manière générale, qui exprime le ras-le-bol : les pilotes d'Air-Inter, les infirmières, les employés du secteur audio-visuel, les agents des PTT, les ouvriers des transports urbains, ceux de la Régie Renault.

Dans l'ensemble du secteur public, comme dans l'essentiel du secteur privé, les atteintes au pouvoir d'achat, les suppressions d'effectifs, la remise en cause des statuts et des garanties sont la cible d'un mouvement qui ébranle aujourd'hui les choix de l'austérité salariale.

Les convergences de fait qui se dessinent pour les revalorisations de salaires et les créations d'emplois stables, marquent toute la vie du pays.

Les étudiants ne vivent pas à l'écart de tout cela. D'autant que l'action se développe dans les catégories de travailleurs qualifiés, proches des étudiants, comme les infirmières, qui sont des techniciennes à Bac+3.

Leur sensibilité à ce climat social constitue également un nouvel élément de l'état d'esprit des étudiants en novembre 88. Ça ne peut que favoriser leur mise en mouvement.

En conclusion de cette seconde partie, je dirai que, depuis la lutte contre DEVAQUET en 86, il existe à l'Université un mouvement persistant de mécontentement, de riposte. Ce mouvement prend de l'ampleur, il consolide ses idées, il se structure.

Eh bien, nous nous en félicitons : qu'un mouvement de fond grandisse et progresse de cette façon, c'est bien, c'est ce que nous voulons, c'est ce à quoi nous travaillons.

Il nous faut donc mieux nous consacrer à notre activité, notre organisation, à renforcer ce mouvement, à le faire s'exprimer avec le maximum de force et d'efficacité.

## L'UNEF pour défendre toujours mieux les intérêts des étudiants

J'en viens donc à la troisième grande question posée à notre Congrès, peut-être la plus importante, car il s'agit de la question centrale : Quel est le rôle de l'UNEF pour être toujours mieux au service de la défense des intérêts des étudiants, et pour devenir l'organisation porteuse de toutes les revendications des étudiants, les plus petites soient-elles?

Face à l'aggravation et à la multiplication des coups portés à nos études, fac par fac, les étudiants ont besoin d'une organisation avec laquelle ils se sentent en phase, qui soit porteuse de leurs aspirations et qui leur permette de se défendre contre toutes les mesures, les plus petites soient-elles, qui portent atteinte à la qualité de leur formation ou au droit aux études.

Devenir cette organisation partout et en toutes circonstances : c'est la raison d'être d'un syndicat, c'est donc celle de l'UNEF.

Nous disons souvent : il faut savoir prendre les étudiants sans à priori, sans préalable. Eh bien finalement nous avons, ou plutôt désormais, il nous faut avoir un seul à priori, un seul préalable : défendre partout et en toutes circonstances, les intérêts de la masse des étudiants.

Voilà, cher(e)s camarades, je l'ai dit, notre raison d'être. Cela doit donc devenir notre première, notre unique priorité.

Qu'est-ce que cela implique de changer dans notre attitude et notre pratique? Cela suppose tout d'abord que l'UNEF soit porteuse des revendications les plus urgentes et les plus vitales des étudiants qui sont le plus en butte aux difficultés pour étudier.

Ceux à qui on refuse une place à l'Université, un logement ou une bourse, ou encore des étudiants étrangers victimes de mesures qui bafouent leur dignité... Ils sont les plus touchés, les premiers exclus. Il faut avec eux être très prompt à réagir.

Mais nous venons de le voir, les difficultés ne touchent pas qu'une minorité.

L'attaque est générale. Le droit aux études est bafoué partout. Les difficultés pour étudier sévissent même dans les filières d'élite.

Devenir l'organisation qui n'ait qu'un seul préalable, défendre les intérêts des étudiants, c'est donc tout simplement devenir l'organisation utile et efficace pour la masse des étudiants.

Dans chaque amphis, chaque T.D., les revendications prioritaires du syndicat, ce sont d'abord celles qui répondent aux besoins qu'expriment spontanément les étudiants. Celles qui permettent de résoudre leurs problèmes immédiats.

